ASSEMBLÉE NATIONALE

17 juin 2014

BIODIVERSITÉ - (N° 1847)

RETIRÉ AVANT DISCUSSION**AMENDEMENT**

N° CD281

présenté par
Mme Gaillard, rapporteure

ARTICLE 9

Compléter l'alinéa 23 par les mots suivants :

« en concertation notamment avec l'Agence française de développement et le Fonds français pour l'environnement mondial ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

À travers ses cadres d'intervention « *Climat-développement* », « *Biodiversité* » et « *Sécurité alimentaire en Afrique Subsaharienne* », l'Agence Française de Développement-AFD contribue à la protection de l'environnement dans le cadre de la politique d'aide au développement de la France. Avec le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM), outil de coopération bilatérale en matière d'environnement, ils représentent les principaux financeurs français des actions de protection de la biodiversité dans les pays en développement.

L'orientation stratégique E « *Assurer la cohérence des politiques et l'efficacité de l'action* » de la Stratégie Nationale pour la Biodiversité précise que la SNB a aussi pour objectif de développer la solidarité écologique et de garantir la solidarité entre États grâce au renforcement de l'action internationale. Afin de répondre aux enjeux de préservation de la biodiversité mondiale, l'objectif n°16 « *Développer la solidarité nationale et internationale entre les territoires* » vise notamment à renforcer la solidarité internationale « *en assurant une intégration plus forte de la biodiversité dans la politique d'aide au développement de la France, en rendant possible et en soutenant l'action des collectivités territoriales, des structures de recherche, des associations ou des entreprises (...)* » (SNB – P.35.)

Le renforcement de la diplomatie environnementale en matière de biodiversité est un objectif à part entière car il impacte l'ensemble des acteurs présents à l'international. Il répond à la nécessité de renforcer la cohérence environnementale de l'action extérieure de la France, de trouver les moyens d'améliorer l'efficacité de l'action en faveur de la biodiversité, notamment en agissant sur les politiques sectorielles conduites par la France à l'étranger telles que les politiques commerciale, agricole, forestière, éducative, culturelle, etc.